

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales  
Cellule Contrôles technique et Environnement sud  
2, rue Jean RICHEPIN  
BP 60079  
66050 PERPIGNAN Cedex

PERPIGNAN, le 21/03/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/03/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **LAFARGEHOLCIM GRANULATS (Carr ESPIRA)**

RD 612  
34750 Villeneuve-lès-Maguelone

Références : 2023-052-PR/EX  
Code AIOT : 0006601595

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/03/2023 dans l'établissement LAFARGEHOLCIM GRANULATS (Carr ESPIRA) implanté Les Mirandes Basses et Altes 66600 Espira-de-l'Agly. L'inspection a été annoncée le 08/02/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La présente inspection est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle qui fixe une périodicité minimale de visite de 3 ans.  
Le thème de l'inspection est issu de l'action nationale de contrôle des dépôts de déchets de l'industrie extractive : (vérification du Plan de Gestion des Déchets) ;

Le référentiel d'inspection utilisé est :

- Arrêté préfectoral complémentaire (APC) n°2013-235-0004 du 23/08/13,
- Arrêté préfectoral complémentaire (APC) n°2013-235-0005 du 23/08/13,
- Arrêté préfectoral complémentaire (APC) n°2020345-0001 du 10/12/2020,
- Arrêté préfectoral complémentaire (APC) n°2020345-0002 du 10/12/2020,
- Arrêté ministériel (AM) du 22 septembre 1994

En application des articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement l'objet du présent rapport est d'informer la préfecture des constats relevés et de proposer les suites à donner à cette inspection.

Une copie du rapport doit par ailleurs être transmise à l'exploitant qui peut faire part de ses observations à l'autorité administrative.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LAFARGEHOLCIM GRANULATS (Carr ESPIRA)
- Les Mirandes Basses et Altes 66600 Espira-de-l'Agly
- Code AIOT : 0006601595

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Initialement cette carrière de roche massive a été autorisée par l'arrêté du 11 mai 1973, l'exploitant était alors la société Carrière de l'Agly.

Cette carrière ancienne (>40 ans) a fait l'objet de plusieurs autorisations distinctes mais imbriquées et changements d'exploitant successifs. Afin de clarifier la situation de ce site, les prescriptions applicables ont été mises à jour par les arrêtés préfectoraux complémentaires suivants, qui constituent les actes administratifs de référence :

- Arrêté préfectoral complémentaire n°2013.2350005 du 23/08/2013 pour ce qui concerne la carrière ;
- Arrêté préfectoral complémentaire n°2013.2350004 du 23/08/2013 pour ce qui concerne l'installation de traitement et l'aire de transit de minéraux.
- Arrêté préfectoral complémentaire (APC) n°2020345-0001 du 10/12/2020, modifiant les conditions et de remise en état de la carrière
- Arrêté préfectoral complémentaire (APC) n°2020345-0002 du 10/12/2020 précisant les conditions de remise en état de l'installation de traitement et de stockage de minéraux solides ;
- Arrêté préfectoral complémentaire (APC) n°2021049-0002 du 18/02/2021 encadrant l'exploitation d'une installation de stockage de Déchets Inertes (K3+) ;
- Arrêté préfectoral complémentaire (APC) n°2021260-0001 du 17/09/2021 relatif aux dispositions applicables en cas de sécheresse ;

L'échéance de l'autorisation de la carrière est fixée au 03/12/2029, le tonnage maximal autorisé est de 500.000 t/an, la surface de la carrière est de l'ordre de 25 ha.

Les travaux d'extraction sont réalisés en phase descendante à l'aide d'explosif sur plusieurs fronts dont la hauteur unitaire est de :

- 7 à 8 mètres jusqu'à la cote 60 m NGF,
- 10 m entre 60 m NGF et la cote de fond de fouille à 40 m NGF.

Les matériaux abattus sont repris en pied de front, à la pelle hydraulique ou au chargeur et transportés par tombereaux jusqu'à l'unité de concassage-criblage.

La remise en état consiste à remettre le site en sécurité et à recréer une topographie la plus naturelle.

L'unité de concassage-criblage-lavage a une puissance électrique installée de 1 380 kW.

Ce site industriel abrite également une station de transit de produits minéraux d'une capacité de stockage d'environ 40.000 m<sup>3</sup>.

Conditions de fonctionnement :

L'unité de concassage-criblage-lavage se compose schématiquement de :

- un concasseur à mâchoires,
- 7 cribles, dont 3 cribles laveurs,
- 3 broyeurs,
- des trémies de stockage,
- divers convoyeurs à bande.

La partie criblage des granulats se fait sous eau. Les eaux utilisées sont prélevées dans un forage près de l'Agly et remontent au site par une conduite d'eau jusqu'à un bassin de stockage avant d'être distribuées sur les matériels utilisateurs (débit autorisé de 400 m<sup>3</sup>/jour).

Les eaux utilisées pour le lavage des matériaux sont récupérées dans un clarificateur. Les eaux claires sont réutilisées dans le process pour le lavage des matériaux tandis que la pulpe boueuse est pompée à partir du point bas du clarificateur pour être envoyée vers un bassin de décantation. Les eaux décantées sont ensuite pompées pour alimenter un bassin collecteur qui draine également les eaux d'égouttage des trémies de stockage des produits lavés, avant d'être reprises pour être renvoyées vers le clarificateur.

Des compteurs mis en place entre la cuve d'eau claire et l'entrée de l'installation de lavage, ainsi que sur la conduite d'appoint en eau, permettent d'évaluer que le taux de recyclage des eaux de process est supérieur à 90 %. La fraction d'eau non recyclée est notamment contenue dans les produits finis stockés soit en trémie tampon soit sur la plate-forme commerciale et dans les boues. Dans le but d'optimiser la décantation des eaux de lavage des matériaux, l'exploitant a créé de nouveaux bassins de collecte des eaux boueuses pour remplacer l'existant. Ces nouveaux bassins à boues sont aménagés au nord de la voie ferrée.

Depuis 2021, une installation de stockage de déchets inertes est autorisée, par arrêté préfectoral complémentaire (APC) n°2021049-0002 du 18/02/2021 encadrant l'exploitation d'une installation de stockage de Déchets Inertes (K3+), sur une partie du périmètre de la carrière en remblaiement de fosses pour 2 ha 73 a.

**Le thème de visite retenu est le suivant :**

- gestions des déchets d'extraction

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

<b>N°</b>	<b>Point de contrôle</b>	<b>Référence réglementaire</b>
1	Existence d'une installation de gestion de déchets inertes - vérification	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1 + annexe I
2	Existence d'une installation de gestion de déchets de cat A - vérification	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
4	Gestion et suivi des zones de stockage – suivi déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
8	Plan de gestion des déchets – traitement des déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
9	Plan de gestion des déchets – mesures de prévention	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
10	Plan de gestion des déchets – surveillance	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le Plan de Gestion des Déchets comprend des incohérences et manques.

La visite sur site n'a pas permis d'identifier un risque pour l'environnement et la sécurité.

En conséquence, il est proposé de rappeler ses obligations à l'exploitant par Lettre de Suite Préfectorale afin qu'il corrige les écarts constatés.

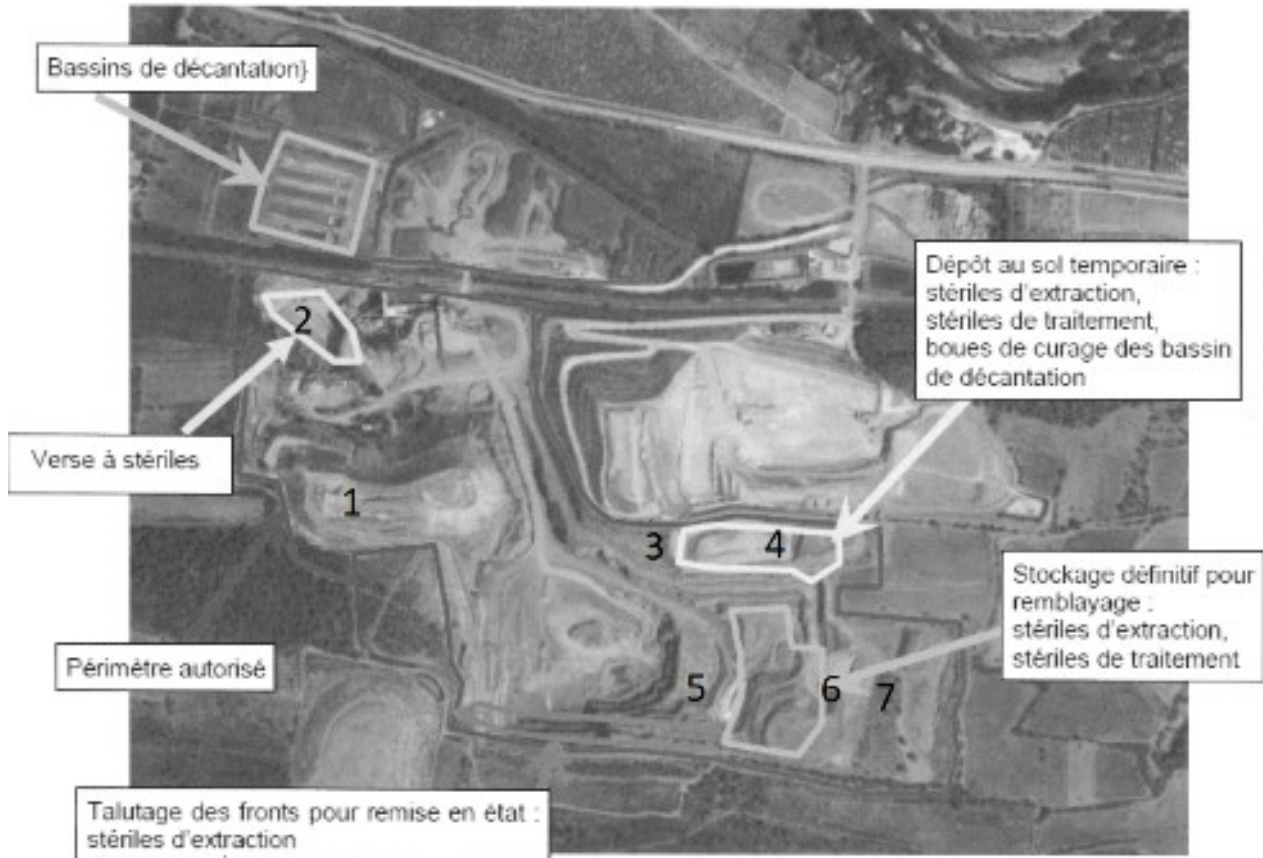
## 2-4) Fiches de constats :

## N° 1 : Existence d'une installation de gestion de déchets inertes - vérification

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1 + annexe I
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Existence d'une installation de gestion de déchets inertes et TNP
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes issus de l'exploitation de la carrière et des installations de traitement.</p> <p>On entend par zone de stockage :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- lorsque les déchets d'extraction sont inertes un endroit choisi pour y déposer des déchets d'extraction solides ou liquides, en solution ou en suspension, pendant une période supérieure à trois ans, à la condition que cet endroit soit équipé d'une digue, d'une structure de retenue, de confinement ou de toute autre structure utile ; ces installations comprennent également les terrils, les verses et les bassins.</li></ul> <p>Les déchets d'extraction inertes, lorsqu'ils sont replacés dans les trous d'excavation à des fins de remise en état ou à des fins de construction liées au processus d'extraction des minéraux (pistes, voies de circulation, merlons...), ne sont pas visés par les dispositions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes du présent arrêté.</p> <p>On entend par déchets d'extraction les déchets provenant des industries extractives, tels que les résidus (c'est-à-dire les déchets solides ou boueux subsistant après le traitement des minéraux par divers procédés), les stériles et les morts-terrains (c'est-à-dire les roches déplacées pour atteindre le gisement de minerai ou de minéraux, y compris au stade de la préproduction) et la couche arable (c'est-à-dire la couche supérieure du sol).</p> <p>Ces déchets sont considérés comme des déchets d'extraction inertes, au sens du présent arrêté, s'ils satisfont aux critères fixés à l'annexe I du présent arrêté.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Quatre type de déchets ont été identifiés par l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- code déchet 01 01 02, Fragments de roches et argiles solides ;</li><li>- code déchet 01 04 08, déchets de graviers et débris de pierre (stériles solides de traitement) ;</li><li>- code déchet 01 04 09, déchets de sable et d'argile (stériles solides de traitement) ;</li><li>- code déchet 01 04 12, stériles et autres déchets provenant du lavage et nettoyage des minéraux ;</li><li>- code déchet 01 04 09, stériles et autres déchets provenant du lavage des minéraux (fines minérales solides ;</li></ul> <p>Les déchets d'exploitation identifiés par l'exploitant font partie de la liste de déchets inertes dispensés de caractérisation (circulaire du 22/08/2011).</p> <p>Les stockages :</p> <p>L'exploitant indique (page 8 du PGD) :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- un stockage en place de 568 000 à 598000 m<sup>3</sup> (1)</li><li>- un stockage à venir de 100 000m<sup>3</sup> + 118 000 m<sup>3</sup> + 59 000m<sup>3</sup>.</li></ul> <p>Le plan de localisation associé (page 8 du PGD) identifie trois zones de stockage :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- la verse active en remblaiement des anciens bassins de décantation (situé au nord-ouest de l'emprise) (2)</li><li>- un dépôt « temporaire » situé au nord-est de l'emprise comprenant des stériles et des boues de décantation (3 + 4))</li><li>- un stockage définitif de stérile de traitement et d'extraction (5) sur l'emprise de l'ISDI autorisée.</li></ul> <p><u>Constat de l'inspection :</u></p> <p>Lors de la visite, l'inspection constate différents stockages sur l'emprise de la carrière :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- la verse arrêtée (1),</li><li>- la verse active (nord-ouest de l'emprise) (2),</li></ul>

- deux stockages en limite nord-est de l'emprise , un (3) constitué de fines de lavage, un autre (4) constitué de stériles. L'exploitant indique que ces matériaux sont destinés à l'exploitation de l'ISDNS limitrophe de la société Véolia. L'exploitant rajoute qu'ils sont présents depuis plus de trois ans,
- un stockage de stériles d'extraction (6) en haut des fronts, de moins de trois ans,
- un stockage de fines de lavage à l'est de l'emprise (7), stockage récent visant à être valorisé pour des étanchéités de casiers (Véolia) ou incorporer à la fabrication de ciment à Port-la-Nouvelle. Ces stocks sont dits temporaires et ont moins de trois ans selon l'exploitant.

*Photo aérienne avec localisation des stockages (source Géoportail 13-08-2021)*



La carrière comprend bien des zones de stockage des déchets d'extraction inertes issus de l'exploitation de la carrière et des installations de traitement définies à l'article 1 de l'arrêté du 22 septembre 1994 puisqu'il s'agit d'endroits choisis pour y déposer des déchets d'extraction solides ou liquides, en solution ou en suspension, pendant une période supérieure à trois ans.

Les stockages définitifs, précédemment décrits, ne relèvent pas d'une installation de stockage de déchets non dangereux, non inertes résultant de la prospection, de l'extraction, du traitement et du stockage de ressources minérales ainsi que de l'exploitation de carrières (rubrique 2720-2 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement relatif à des déchets d'extraction non dangereux non inertes ou dangereux).

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**N° 2 : Existence d'une installation de gestion de déchets de cat A - vérification**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Existence d'une installation de gestion de déchets de catégorie A
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> En cas de risques de perte d'intégrité des zones de stockage des déchets d'extraction inertes tels qu'évalués selon les dispositions de l'annexe VII de l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives, l'exploitant devra respecter les prescriptions prévues aux articles 7 à 9 de l'arrêté susmentionné.
<b>Constats :</b> L'exploitation de la verse principale a été arrêtée. La stabilité de la verse a été étudiée et fait l'objet du rapport de géologue NOT1104-stabV1 de février 2011 (LAFARGE Granulats – Jean-Luc BOURGUET).  Pour la verse active (remblaiement des anciens bassins de décantation), il n'est décelé d'instabilité.  Les verses de la carrière ne sont pas identifiées comme des zones stockage avec un risque de perte d'intégrité de la zone de stockage (= installation de catégorie A) nécessitant la fourniture de l'étude prévue à l'art. 16 bis de l'arrêté du 22 septembre 1994, comprenant notamment les éléments d'analyse de l'annexe VII de l'arrêté du 19 avril 2010.  L'inspection n'a pas diagnostiqué d'instabilité ou un potentiel de risque de perte d'intégrité lors de la visite du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Gestion et suivi des zones de stockage – aménagement et entretien

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Gestion et suivi des zones de stockage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les zones de stockage des déchets d'extraction inertes sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution.  <u>Arrêté préfectoral complémentaire (APC) n°2013-235-0005 du 23/08/13 - Article 8-1-6-8 Verses</u> Les installations de stockage de déchets inertes et de terres non polluées sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution... L'exploitant étudie et veille au maintien de la stabilité de ces dépôts et respecte les dispositions mentionnées dans l'étude de stabilité de la verse n° NOT1104-stabV1 de février 2011.
<b>Constats :</b> L'exploitation de la verse principale a été arrêtée. La stabilité de la verse a été étudiée et fait l'objet du rapport de géologue NOT1104-stabV1 de février 2011 (LAFARGE Granulats – Jean-Luc BOURGUET). Cette étude justifiant de la stabilité, prévoit une géométrie des talus avec une pente unique d'angle 36°.  Lors du contrôle l'exploitant n'a pas justifié du respect de l'angle des talus de 36° maximum, mais s'est engagé à fournir des profils en travers des talus, nord, est, sud et ouest de la verse.  Pour la verse active (remblaiement des anciens bassins de décantation), l'exploitant ne dispose pas d'étude justifiant de sa stabilité.  Le contrôle visuel n'a pas permis de repérer d'instabilité, écoulements, envols de poussières, ni de déceler de glissements ou éboulement de masse sur ces verses.  L'étude stabilité de 2011 n'évoque que la verse qui n'est plus exploitée aujourd'hui. Cette étude mérite d'être étendue à la verse active aujourd'hui (remblaiement des anciens bassins de décantation).  <u>Justifications à produire par l'exploitant :</u> Afin de s'assurer que les zones de stockages sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution, l'inspection demande à l'exploitant de : - fournir les profils en travers des talus nord, est, et ouest de la verse ancienne (arrêt en 2018) aux fins de vérification de la pente de 36° - justifier de la stabilité de la nouvelle verse (remblaiement des anciens bassins de décantation).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois



#### N° 4 : Gestion et suivi des zones de stockage – suivi déchets

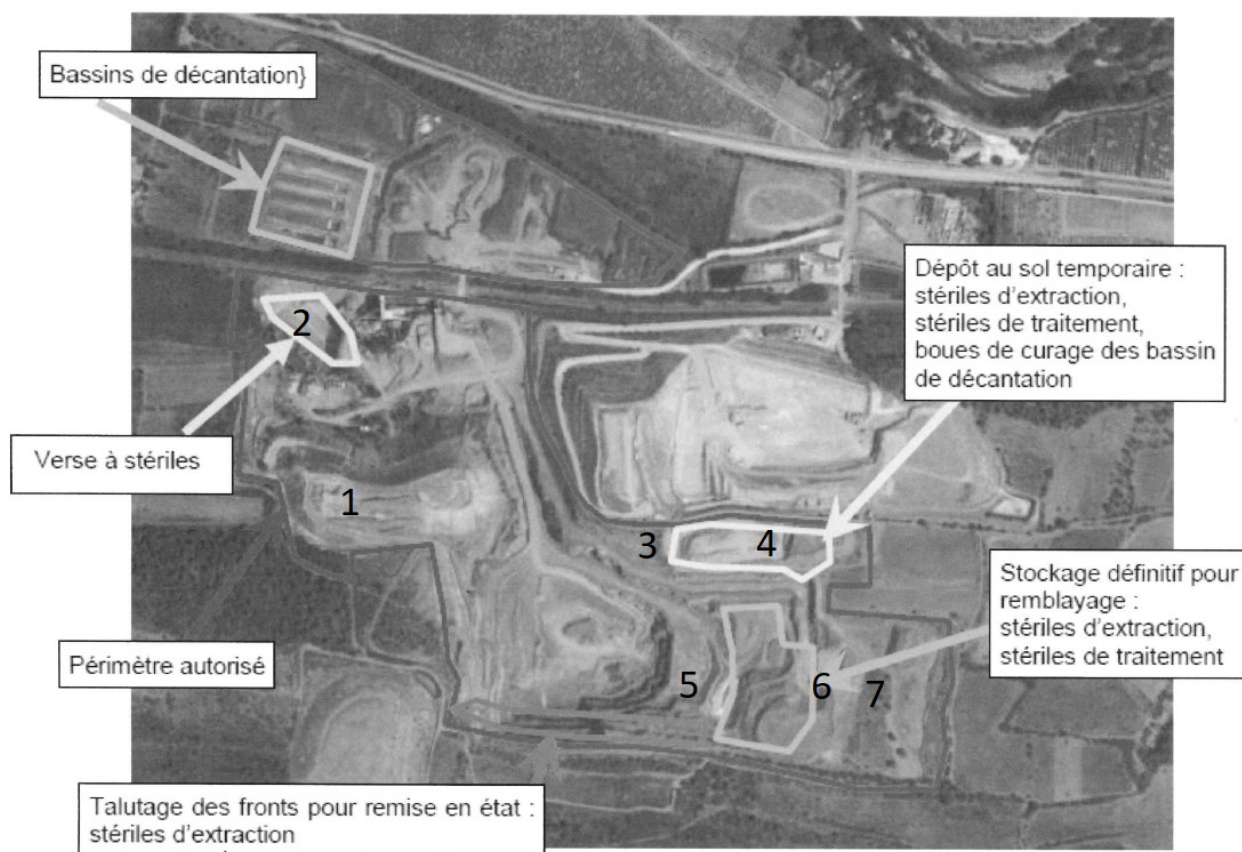
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Gestion et suivi des zones de stockage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés.  <u>Arrêté préfectoral complémentaire (APC) n°2013-235-0005 du 23/08/13 - Article 8-1-6-8 Verses</u> L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés,...
<b>Constats :</b> L'exploitant présente un tableau de suivi des quantités par types de déchets sur les huit dernières années. Pas d'écart constaté par l'inspection.
<b>Observations :</b> L'inspection propose que l'exploitant annexe ce document au PGD et l'utilise pour comparer les quantités produites à ses prévisions. Ce suivi des quantités doit permettre d'identifier le stockage concerné.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 5 : Gestion et suivi des zones de stockage – Localisation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Gestion et suivi des zones de stockage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes.  <u>Arrêté préfectoral complémentaire (APC) n°2013-235-0005 du 23/08/13 - Article 8-1-6-8 Verses</u> ... L'exploitant établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes...
<b>Constats :</b> L'exploitant présente le plan topographique de fin 2021 qui n'identifie pas les différentes zones de stockage.  L'exploitant indique que le plan topographique 2022 vient d'être livré, mais ne peut être consulté le jour de la visite.  L'exploitant ne peut pas présenter le plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes. Le PGD comprend page 8 un plan de situation des stockages.  Lors de la visite, l'inspection constate différents stockages sur l'emprise de la carrière (cf plan) : <ul style="list-style-type: none"><li>- la verse arrêtée (1) ;</li><li>- la verse active (nord-ouest de l'emprise) (2) ;</li><li>- deux stockages en limite nord-est de l'emprise, un (3) constitué de fines de lavage, un autre (4) constitué de stériles. L'exploitant indique que ces matériaux sont destinés à l'exploitation de l'ISDNS limitrophe de la société Véolia. L'exploitant rajoute qu'ils sont présents depuis plus de trois ans ;</li><li>- un stockage de stériles d'extraction (6) en haut des fronts, de moins de trois ans ;</li><li>- un stockage de fines de lavage à l'est de l'emprise (7), stockage récent visant à être valorisé pour</li></ul>

des barrières d'étanchéité de casiers (ISDND Véolia) ou incorporer à la fabrication de ciment à Port-la-Nouvelle. Ces stocks sont dits temporaires et ont moins de trois ans selon l'exploitant.

*Photo aérienne avec localisation des stockages (source Géoportail 13-08-2021)*



- 1- Verse terminée
- 2- Verse active (sur anciens bassins de décantation)
- 3- Stockage de boues de décantation (stockées depuis plus de trois ans)
- 4- Stockage de stériles (stockées depuis plus de trois ans)
- 5- Stockage identifié par l'exploitant (mais non confirmé par l'exploitant le jour de la visite)
- 6- Stockages de stériles depuis environ 3 ans
- 7- Stockage de boues de décantation récent

Il est rappelé à l'exploitant que les stockages définitifs doivent être conformes aux conditions d'exploitation et de remise en état, définies par l'arrêté préfectoral complémentaire n°2013.2350005 du 23/08/2013 pour ce qui concerne la carrière et modifiées de l'arrêté préfectoral complémentaire (APC) n°2020345-0001 du 10/12/2020, modifiant les conditions et de remise en état de la carrière.

Ces arrêtés prévoient uniquement deux verses à stériles pour stockage définitif.

L'exploitant s'engage à fournir le plan topographique identifiant les zones de stockages sur la base du plan topographique 2022.

**Rappel:**

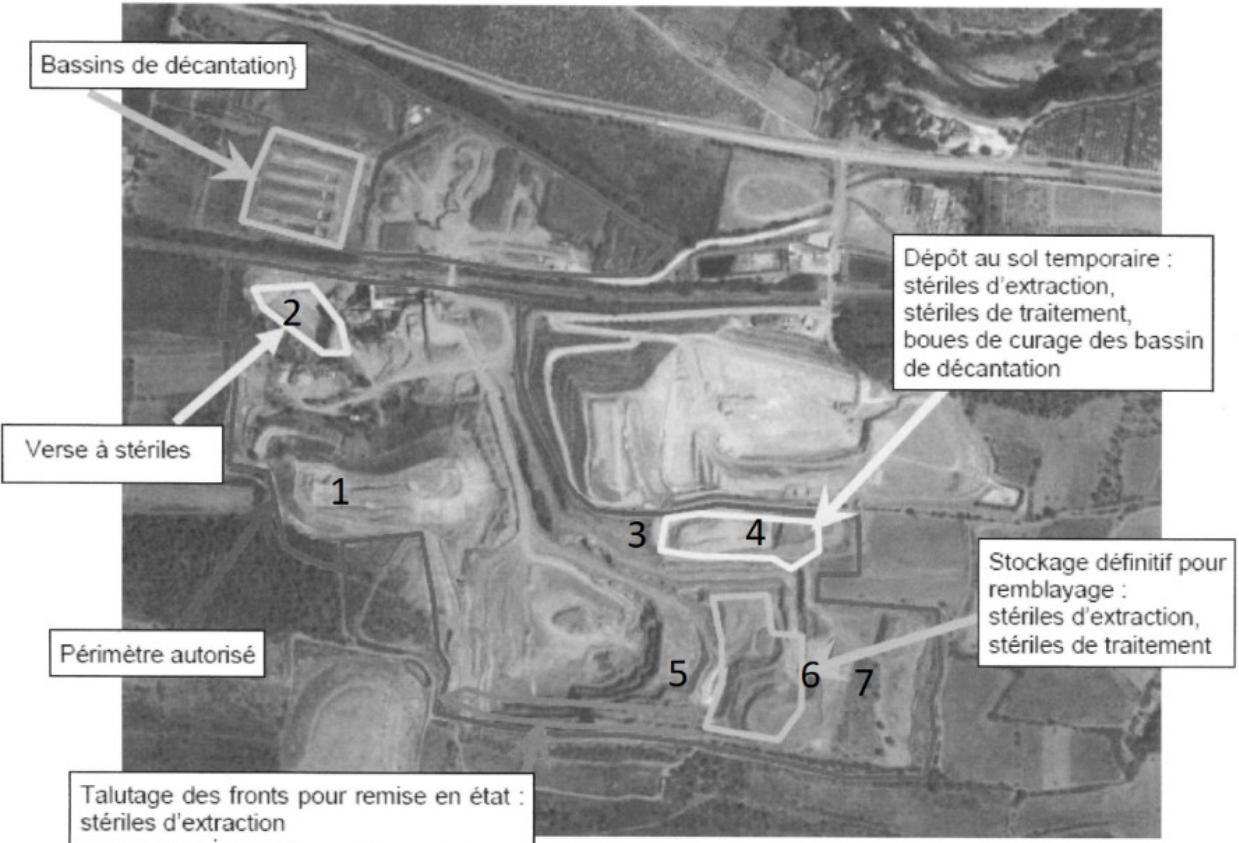
*On entend par stockage un endroit choisi pour y déposer des déchets inertes d'extraction solides ou liquides, en solution ou en suspension... Les déchets d'extraction inertes, lorsqu'ils sont replacés dans les trous d'excavation à des fins de remise en état ou à des fins de construction liées au processus d'extraction des minéraux (pistes, voies de circulation, merlons...), ne sont pas visés par les dispositions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes du présent arrêté. (article 1 de l'arrêté ministériel du 22/09/1994).*

<u>Justification à produire par l'exploitant :</u> L'exploitant doit fournir un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage en conformité avec les conditions d'exploitation définies par les arrêtés préfectoraux complémentaires.
<b>Observations :</b> L'inspection rappelle que l'ensemble des déchets stockés doivent pouvoir être localisé y compris si les stockages ne sont plus alimentés.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 6 : Plan de gestion des déchets – nature et quantité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Cohérence PGD / terrain
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : - la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;
<b>Constats :</b> Le Plan de Gestion des Déchets (PGD) précise les quantités suivantes : Existant : - 420 000 à 450 000 m <sup>3</sup> de déchets d'extraction pour la verse principale (1) page 5 du PGD, A venir (jusqu'à la fin d'exploitation en 2029) page 6 du PGD : -100 000 m <sup>3</sup> de stériles d'extraction, -118 000 m <sup>3</sup> de stériles de traitement, -59 000 m <sup>3</sup> de boues de décantation.  Page 8 du PGD l'exploitant indique que 568 000 à 598 000 m <sup>3</sup> de déchets sont en place ? Ce chiffre semble incohérent avec la quantité stockée dans la verse principale (420 à 450 000 m <sup>3</sup> ).  Après visite sur site, il apparaît que cette verse est constituée de plusieurs types de déchets (stériles, boues de décantation et que le PGD ne précise pas cette caractérisation.  Après discussion avec l'exploitant, il apparaît que les boues de décantation vont être valorisées (étanchéité de bassins et industrie cimentière) et seront donc des déchets valorisés.  Il semble par ailleurs que tous les stockages sur l'emprise de la carrière ne soient pas caractérisés et quantifiés, notamment les boues et stériles anciens (stockage « 3 et 4 » identifiés – voir point de contrôle n°5) situés en limite de l'emprise nord est de la carrière.  L'inspection constate les approximations et incohérences dans des quantités réellement stockées, et une caractérisation partielle de ces déchets (notamment la caractérisation des déchets constituant la verse arrêtée).  <u>Rappel :</u> <i>On entend par stockage un endroit choisi pour y déposer des déchets inertes d'extraction solides ou liquides, en solution ou en suspension...Les déchets d'extraction inertes, lorsqu'ils sont replacés dans les trous d'excavation à des fins de remise en état ou à des fins de construction liées au processus d'extraction des minéraux (pistes, voies de circulation, merlons...), ne sont pas visés par les dispositions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes du présent arrêté. (article 1 de l'arrêté ministériel du 22/09/1994).</i>  <u>Justification à produire par l'exploitant :</u> L'exploitant doit caractériser l'ensemble des déchets et estimer les quantités totales de déchets d'extraction correspondantes qui seront stockées, pour la période d'exploitation de la carrière.
<b>Observations :</b> L'inspection préconise qu'afin d'assurer un réel suivi du PGD, l'exploitant assure son suivi des caractéristiques et quantités de déchets stockés, stockage par stockage et code déchet par code déchet.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

## N° 7 : Plan de gestion des déchets – lieu d’implantation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Cohérence PGD / terrain
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;
<b>Constats :</b>  <p>L'inspection constate les stockages identifiés au PGD et les stockages sur la carrière :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1- Verse terminée ( pas indiqué au PGD),</li> <li>2- Verse active (sur anciens bassins de décantation), indiqué au PGD</li> <li>3- Stockage de boues de décantation (stockées depuis plus de trois ans), indiqué au PGD</li> <li>4- Stockage de stériles (stockées depuis plus de trois ans), indiquée au PGD</li> <li>5- Stockage identifié par l'exploitant (mais non confirmé par l'exploitant le jour de la visite), indiqué au PGD</li> <li>6- Stockages de stériles depuis environ 3 ans (pas indiqué au PGD),</li> <li>7- Stockage de boues de décantation récent (pas indiqué au PGD).</li> </ol> <p>L'inspection constate, après visite de la carrière, que le PGD indique un stockage définitif (5) en lieu et place de l'ISDI autorisée en 2020. L'exploitant indique qu'il s'agit d'une erreur. Pour les stockages de stériles (6) et de boues de décantation (7), ces zones et déchets ne sont pas identifiés au PGD.</p> <p>L'exploitant indique que les boues de décantation (zone 7) ont fait l'objet d'essais et sont de nature à pouvoir être incorporées à la fabrication de ciment et que les stériles (zone 6) ont été stockés à la fin de l'exploitation de la verse principale (1) datée de 2018 et avant démarrage de la nouvelle verse (2).</p>

<p>Questionné, l'exploitant a indiqué qu'il envisageait de se servir de ces matériaux pour la remise en état du fond de fosse ouest.</p> <p><u>Rappel :</u>  <i>On entend par stockage un endroit choisi pour y déposer des déchets inertes d'extraction solides ou liquides, en solution ou en suspension...(article 1 de l'arrêté ministériel du 22/09/1994).</i></p> <p><u>Justificatif à apporté par l'exploitant :</u>  L'exploitant doit identifier clairement le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 8 : Plan de gestion des déchets – traitement des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Cohérence PGD / terrain
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :  -la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;  -la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;</p>
<p><b>Constats :</b>  L'exploitant décrit page 4 et 5 de son PGD l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis.  Pages 6 et 7, l'exploitant précise les modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets.</p> <p>Lors de la visite l'exploitant a indiqué son projet de valorisation des boues de décantation notamment pour l'industrie cimentière. Ce point n'est pas, à ce jour, indiqué dans le Plan de Gestion des Déchets (PGD).</p> <p><u>Rappel :</u>  <i>L'article 16bis de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 indique « Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet ».</i></p> <p>L'exploitant devra mettre à son jour son PGD lorsque la valorisation de ces boues sera décidée.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



## N° 9 : Plan de gestion des déchets – mesures de prévention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Cohérence PGD / terrain
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;
<b>Constats :</b> L'exploitant décrit, page 9 de son Plan de Gestion des Déchets (PGD), la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement.  Pas d'écart constaté par l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 10 : Plan de gestion des déchets – Surveillance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Cohérence PGD / terrain
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;
<b>Constats :</b> L'exploitant a précisé les procédures de contrôle et de surveillance proposées ( page 9 de son PGD) ;  L'inspection constate en matière de mise en œuvre des mesures de prévention : <ul style="list-style-type: none"><li>• en matière de surveillance des eaux souterraines</li><li>- un piézomètre dit FD1 est installé à l'ouest de la carrière. Le dernier prélèvement a été réalisé le 4 novembre 2022 par la société PRELEVEO SAS domiciliée à VALERGUES (34130) et l'analyse par la société EUFOFINS Hydrologie domiciliée à Aix-en-Provence (13290). Les analyses EUROFINS (rapport d'analyse AR-22-IG-062467-01 du 10/11/2022) conclut page 2 : « Des eaux destinées à la consommation humaine (Code de la Santé Publique» .</li><li>- analyse de la qualité des eaux de fond de fouille. Le dernier prélèvement réalisé par la société PRELEVEO SAS domiciliée à VALERGUES (34130) et par la société EUFOFINS Hydrologie domiciliée à Aix-en-Provence (13290) conclut (rapport PRELEVEO N° 2023-0105 du 02/02/2023) que : « L'ensemble des valeurs sont conformes à l'arrêté complémentaire du site pour janvier 2023 » ;</li><li>• en matière de surveillance des sols, les déchets d'extraction sont de même nature que le fond géologique ;</li><li>• en matière de surveillance de l'air, celle-ci est assurée par le réseau de la carrière ;</li><li>• en matière de surveillance sur la santé humaine, la prévention repose sur l'abattage des poussières de la carrière.</li></ul> Pas d'écart constaté par l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 11 : Plan de gestion des déchets – remise en état**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Cohérence PGD / terrain
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;
<b>Constats :</b> La remise en état est décrite par l'exploitant, page 8 du PGD : « - Reprise possible en matériaux de remblais - Végétalisation par ensemencement et plantations »  L'inspection constate que : - la remise en état n'est pas détaillée par lieu de stockage, - la remise en état ne reprend pas l'intégralité des conditions d'exploitation et de remise en état de l'autorisation de carrière notamment les conditions modifiées de l'Arrêté Préfectoral Complémentaire (APC) n°2020345-0001 du 10/12/2020, modifiant les conditions et de remise en état de la carrière.  <u>Vérification de la remise en état définitif de la verse principale :</u> L'ancienne verse été remodelée et ensemencée (octobre 2021). Selon l'exploitant la remise en état est terminée. L'inspection compare la remise en état de la verse à la remise en état prévue (cf page 60 du PAC du 02/04/2020 , planche 16 dite « Définition du projet de réaménagement final » extrait de la notice paysagère DURAND PAYSAGE d'octobre 2019) et constate que : - la plateforme sommitale de la verse est encore de type industrielle bordé de merlons, aucune végétalisation n'y est visible, - bandes arborescentes et arbustives plantées sur les risbermes et sommet ne sont pas visibles.  Le Plan de Gestion des Déchets d'extraction, la remise en état autorisée et la remise en état réalisée sur la verse ne sont pas en cohérence.  <u>Justification à produire par l'exploitant :</u> L'exploitant doit modifier son Plan de Gestion des Déchets afin que celui-ci soit cohérent avec les conditions de remise en état autorisées.
<b>Observations :</b> La remise en état n'est pas finalisée quant au modelage de la verse arrêtée (plateforme sommitale) et quant à sa végétalisation (ensemencement et plantations arborescentes et arbustives, notamment de la partie sommitale).* La remise en état finale devra être conforme à l'arrêté d'autorisation.  Le PGD mis à jour fera état de l'avancement des remises en état en fonction des lieux de stockage.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois